

# Cartographier les frais :

## Vers la transparence des chaînes d'approvisionnement congolaises en cobalt artisanal

Cartographier les frais est un projet de lutte contre la corruption et le commerce illicite en République démocratique du Congo. Il vise à favoriser la transparence des taxes et des redevances en amont des chaînes d'approvisionnement en cobalt artisanal. Ce projet appuie les parties prenantes du secteur à l'échelle provinciale et nationale afin qu'elles répertorient les taxes, redevances et formalités administratives exigées par la loi à chaque étape du processus d'approvisionnement, et formulent des propositions quant à la manière d'accroître la transparence et la légalité du commerce.

### Comment le régime fiscal de la RDC favorise-t-il la contrebande, la corruption et l'extorsion?

En RDC, le secteur de l'extraction minière artisanale est régi par une fiscalité lourde, complexe et nébuleuse. Des ponctions élevées et des procédures administratives complexes mettent un frein au commerce légal des ressources naturelles du pays.

Au cours de la mise en œuvre du projet Or Juste en Ituri, qui a introduit jusqu'aux marchés internationaux de l'or artisanal légal, traçable et libre de conflits, IMPACT a été directement témoin de la complexité, de l'opacité et du coût élevé des démarches à entreprendre pour exporter de l'or. En accompagnant une coopérative et un exportateur au fil du processus d'exportation entre 2017 et 2019, le projet Or Juste a recensé pas moins de 26 étapes impliquant de multiples organismes et représentants du gouvernement, certains exigeant de nombreuses visites sur une période de deux semaines<sup>1</sup>.

Au point d'exportation situé dans la province de l'Ituri, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement devaient payer une taxe de 12 % pour exporter l'or issu du projet Or Juste. En comparaison, l'Ouganda voisin imposait une redevance de 5 % sur la quantité d'or extrait plutôt qu'une taxe à l'exportation<sup>2</sup>.



Photo de Sven Torfinn/IMPACT : Un négociant tient les Francs Congolaise.

Non seulement le coût et la complexité des formalités ouvrent la voie à la corruption, mais les taxes et redevances élevées propulsent souvent le cours de l'or au-dessus du seuil que l'industrie est prête à payer, ce qui compromet la viabilité commerciale du produit. Et comme l'ont découvert nos équipes de recherche, les négociants et exportateurs enregistrés ne déclarent qu'un faible pourcentage de leur or tout en empochant d'énormes profits provenant du commerce illicite<sup>3</sup>.

1 Oscar Katho, Joanne Lebert, Jean Paul Lonema et coll., *Le projet Or Juste : leçons apprises pour l'avenir de l'or artisanal en République démocratique du Congo*, IMPACT, 2021, p. 45, [https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2021/03/IMPACT\\_Just-Gold-Lessons\\_March-2021\\_FR-web.pdf](https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2021/03/IMPACT_Just-Gold-Lessons_March-2021_FR-web.pdf).

2 *Ibid*, p. 45-46.

3 IMPACT, *Les intermédiaires : ces négociants qui compromettent les efforts de la République démocratique du Congo en faveur de la production d'or sans conflit*, p. 36, [https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2020/09/The-Intermediaries\\_Sept-2020\\_FR-web.pdf](https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2020/09/The-Intermediaries_Sept-2020_FR-web.pdf).



Photo de Paul Alain Hunt/Unsplash : Minerais contenant du cobalt et du cuivre.



Photo de Sebastian Meyer/Getty : Un exploitant remplit un sac de cobalt dans une mine de Kasulo.

La mise en œuvre du projet Cartographier les frais permettra notamment de comparer la situation dans le secteur du cobalt artisanal à celle du secteur de l'or artisanal en Ituri. En effet, le flou qui entoure les taxes et redevances dans le secteur de l'or artisanal, allié à la complexité des procédures, mène à la corruption et fait largement obstacle à la formalisation du secteur.

Dans le secteur du cobalt artisanal, d'après un rapport de 2019, les exploitantes et exploitants artisanaux doivent verser aux coopératives ou aux fonctionnaires de l'État des dessous-de-table qui les privent d'un pourcentage pouvant atteindre 20 % de la valeur totale des matières qu'ils extraient<sup>4</sup>.

Souvent tributaires du préfinancement, les exploitantes et exploitants miniers subviennent à leurs besoins essentiels et financent leurs activités minières à l'aide de sommes prêtées ou investies par de tierces parties ou des réseaux de crédit parallèles, qu'ils remboursent après avoir extrait suffisamment de minerais. Or, ces arrangements financiers peuvent être assortis de conditions défavorables – les exploitantes et exploitants miniers étant contraints de vendre la totalité ou une partie de leur minerais à leur pré-financier à un prix inférieur au cours du marché – ou même engendrer une situation de servitude pour dettes qui les oblige à travailler indéfiniment pour rembourser leur emprunt.

## Comment le projet Cartographier les frais peut-il accroître la transparence en amont de la chaîne d'approvisionnement?

Les ateliers organisés à Kolwezi, dans la province de Lualaba, et à Kinshasa, la capitale de la RDC, mettront en présence notamment des élus, des experts des mines et des régies financières, des exploitantes et exploitants artisanaux, des négociants et négociantes, des acteurs et actrices du secteur de la transformation, des exportateurs et exportatrices ainsi que des membres de la société civile afin de discuter des taxes, redevances et procédures actuellement en place.

À la lumière de ces ateliers, IMPACT rédigera des fiches techniques qui reprennent les taxes, redevances et procédures validés et applicables dans le secteur du cobalt artisanal en vertu des lois nationales et provinciales de la RDC. Ces fiches techniques seront ensuite distribuées à toutes les parties prenantes, y compris les acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Les efforts déployés pour cartographier les frais au sein de la chaîne d'approvisionnement congolaise du cobalt artisanal s'appuient sur des travaux similaires réalisés par IMPACT dans le secteur de l'or artisanal en Ituri. En 2022, IMPACT a élaboré quatre fiches techniques décrivant les taxes, redevances et formalités requises pour le transport interprovincial, l'exportation ainsi que l'achat et la vente d'or artisanal dans la province de l'Ituri et son extraction dans cette même province.<sup>5</sup>

4 *Interconnected supply chains: a comprehensive look at due diligence challenges and opportunities sourcing cobalt and copper from the Democratic Republic of Congo*, OCDE, 2019, p 47, <https://mneguidelines.oecd.org/interconnected-supply-chains-a-comprehensive-look-at-due-diligence-challenges-and-opportunities-sourcing-cobalt-and-copper-from-the-drc.pdf>.

5 « Cartographie des taxes et droits payables dans la chaîne d'approvisionnement de l'or artisanal en RDC », IMPACT, 31 mai 2022, <https://impacttransform.org/fr/cartographie-taxes-or-artisanal-rdc/>.



Ces fiches techniques se sont avérées des guides de référence utiles pour les parties prenantes, qui peuvent s'y référer pour connaître les frais exigés par la loi et les démarches propres à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement en or artisanal. Les 26 étapes d'exportation de l'or ont été réduites à 9 (comme le veut la loi) et le nombre de taxes et de redevances a également diminué. Depuis que ces documents ont été publiés, notre exportateur partenaire dans la province de l'Ituri s'en est servi pour décourager les pratiques illégales.

Une fois que les parties prenantes auront acquis les connaissances nécessaires sur les paiements autorisés et les formalités applicables aux chaînes d'approvisionnement congolaises en cobalt et or, elles s'efforceront à formuler des propositions destinées à encourager la transparence et l'efficacité dans le secteur.

## À propos des partenaires du projet

IMPACT transforme depuis plus de 30 ans la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous analysons et concevons des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'égalité.

Organisme indépendant sans but lucratif, IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour réaliser un changement durable. Notre travail se concentre dans cinq domaines d'intervention, soit la réforme réglementaire et législative, la transparence de la chaîne d'approvisionnement, le commerce et le financement illicites, l'égalité des genres et la gestion de l'environnement. IMPACT est présent en RDC et dans les pays voisins depuis plus de 10 ans.

IMPACT met en œuvre le projet Cartographier les frais en collaboration avec Action pour la Défense des droits humains (ADDH), une organisation congolaise à but non lucratif basée à Kolwezi. L'ADDH se concentre sur le soutien de la transparence dans le secteur des ressources naturelles à Kolwezi et dans les communautés environnantes.



Financé par  
l'Union européenne

Le projet « **Cartographier les frais** » est rendu possible grâce à l'appui financier de l'Union européenne. Des activités complémentaires à ce projet bénéficient d'une aide financière accordée par Microsoft. Des fonds en faveur de la transparence fiscale du secteur de l'or artisanal ont été précédemment octroyés par Affaires mondiales Canada, Google et GIZ pour le compte du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et avec l'appui financier de l'Union européenne.